

Nouvelles locales du vendredi 29 août 2014

@rib News, 29/08/2014 | Justice - Le président de l'APRODH emprisonné depuis juin a été admis ce vendredi à l'hôpital Boumelec dans la ville de Bujumbura. Son avocat affirme avoir demandé avec insistance que son client soit admis dans un établissement hospitalier puisque sa santé se détériore de jour en jour. [rtr/bonesha/rpa] - Les organisations de la société civile militant pour la justice de Pierre Claver Mbonimpa demandent que son procès soit fixé devant les juridictions dans les plus brefs délais. Selon Eularie Nibizi, parlant pour ces associations, après la fin des vacances judiciaires, l'affaire devrait être fixée puisque le prévenu souffre d'une maladie grave et incurable.

Elle demande aux juges d'être particulièrement vigilants dans cette affaire où ils peuvent avoir des pressions qui pèsent sur eux de part et d'autres. Ils leur demandent de lire la loi seulement la loi afin de redorer l'image du pays. Elle ajoute aussi que ces organisations continuent de demander des enquêtes sur les allégations de Pierre Claver Mbonimpa concernant les entraînements paramilitaires que certains jeunes burundais seraient en train de suivre sur le sol de la RD Congo afin que même la prochaine fois, personne ne soit plus victime de ces déclarations.

[rtr/rpa/isanganiro/bonesha] | Santé - Les 4 corps sans vie emballés dans des sacs plastiques et flottant sur le lac Rweru depuis quelques jours ont finalement été enterrés dignement ce vendredi matin sur la colline Cagakuri de la commune Gasorwe de la province Muyinga. Etaient présents le conseiller du gouverneur de la province de Muyinga chargé des questions sociales et économiques, les représentants des organisations de défense des droits de l'homme dans cette province de Muyinga, la population de cette colline et des collines avoisinantes y compris les pêcheurs dans ce lac. Mais, il n'y avait pas de représentants de l'administration rwandaise. Les pêcheurs continuent de demander des enquêtes afin de déterminer l'origine de ces personnes afin de prévenir d'autres cas de tueries. L'administration rwandaise que ces corps provenaient de l'autre côté de la rivière Kagera qui traverse ce lac Rweru. Selon certaines informations non encore vérifiées, une des victimes serait en possession d'une carte mutuelle d'assurance dans la région de Gisenyi au Rwanda alors qu'une autre portait un T-shirt avec des inscriptions transcrites en Kinyarwanda.

[rtb/rtr/isanganiro/rpa/bonesha] - Des personnes en armes ont aperçues sur la colline Mugerama de la commune Nyanza-lac de la province Makamba le soir de ce jeudi vers 19h. En effet, des hommes en groupe ont aperçus par la population alors qu'ils descendaient d'un véhicule de transport en commun. La population a ainsi alerté les chargés de la sécurité qui sont arrivés après leur dispersion dans les environs de la localité. Mais, ils ont pu mettre la main sur ce d'entre eux ainsi que sur un sac contenant des tenues militaires dont ils disposaient. Ils ont ensuite transférés à Makamba où ils attendraient être transférés à Bujumbura au service national des renseignements. Le parquet de Makamba de même que le porte-parole de l'armée burundaise n'en ont fait aucun commentaire.

[bonesha/rtnb/rtr/isanganiro/rpa] | Politique - Le comité central du parti Uprona élu en 2009 estime qu'il est le seul organe de ce parti capable de donner les noms de ceux qui devront être membres des Commissions Electorales Indépendantes Provinciales et communes (les CEPI et CECI). Selon le représentant de ce comité, ils ont écrit des correspondances au président de la CENI pour lui montrer la légalité de ces prétentions. Le député Charles Nditije fait savoir que selon la loi du parti, le comité central du parti est un organe suprême qui est habilité dans ce genre de question. Il demande ainsi à la CENI de prendre des décisions adéquates et prévient que dans le cas contraire, ledit comité pourra saisir les juridictions compétentes pour constater l'issue des élections qui auront été supervisées par des personnes non membres du parti Uprona. [isanganiro/rpa/rtr/bonesha] - L'administrateur communal de Rumonge a tenu ce vendredi une réunion avec les représentants des partis politiques dans cette commune. Gérard Ndikumana n'a ni accepté ni rejeté les allégations des partis politiques qui trouvent que le CNDD-FDD a facilité l'octroi des cartes nationales d'identité à des personnes ne remplissant les conditions exigées. En effet, le représentant du parti Frodebu Nyakuri dans la zone Buruhukiro affirme que dans ces zones, il dispose des preuves tangibles de cette distribution et affirme qu'il peut les fournir si nécessaire. L'administrateur communal de Rumonge a accepté de traiter ces cas.

même fait savoir que si des preuves de cette distribution frauduleuse se font remarquer, il va collecter toutes les cartes d'identité distribuées illégalement afin de les déchirer publiquement. Les partis PARENA et FROLINA n'ont pas dans cette réunion alors que leurs drapeaux flottent dans cette commune. [bonesha/isanganiro/rtnb] | Société - Le Conseil National de la Communication vient de prendre une autre décision mettant en garde la Radio Publique Africaine concernant des informations qu'elle a diffusées dans la nuit du 21 au 22 avril 2014 sur la situation qui prévalait à la BRB où de la fumée d'égout faisait croire à un incendie. En effet, ledit conseil estime que la RPA a dépassé les limites en affirmant que la BRB est en train de brûler alors que ce n'était pas vrai. Mais la RPA se défend en affirmant qu'elle n'a jamais affirmé que la BRB était en train de brûler mais qu'elle a annoncé qu'il y a de la fumée dans cet établissement financier comme tout le monde a pu le constater. Le directeur de cette radio trouve par contre que le CNC est guidé par des motifs autres que ceux conformes à sa mission. Bob Rugurika estime qu'il y a une pression de la part d'une main invisible qui contraint le CNC à agir contre sa mission. Il affirme par ailleurs que selon certaines informations, la RPA sera fermée ou même brûlée selon les sollicitations de certaines personnes. Il assure toutefois que la radio va continuer à travailler conformément à la loi sans regarder ceux qui veulent la distraire de sa mission d'informer le peuple burundais. [rtr/rpa/isanganiro/bonesha] | Santé - Après les déclarations contradictoires devant les députés du ministre de la Santé publique et de la lutte contre le Sida ainsi que celui des Finances et de la Planification au sujet du manque de sang qui s'est observé ces derniers jours, des réactions fusent de partout. En effet, l'association pour la défense des droits des malades trouve cela scandaleux. Le président de cette association estime que la ministre de la Santé publique devrait rendre son tablier comme les députés le lui avaient demandé. Moïse Ntiburuburyo voit que celui qui a perdu le sien suite au manque de sang est tellement choqué par les déclarations du docteur Sabine Ntakarutimana. Il trouve que ces déclarations sont détournées de la réalité médicale puisque les médecins ont juré de tout faire pour sauver des vies humaines et constate que le ministre en tant que médecin n'a rien fait pour que les malades ayant besoin de sang soient soignés. [rtr/rpa/isanganiro/bonesha] - De même, le personnel du Centre National de

Transfusion Sanguine (CNTS) trouve que les propos du ministre des finances face à cette question sont loin de la réalité. Le représentant de ce personnel au sein du conseil d'administration voit plutôt que la réalité est que le budget alloué à ce centre n'a jamais été mis à sa disposition. Prosper Ndayishimiye s'attend donc que le ministre ait affirmé que ces fonds est tombé en annulation alors qu'il n'a pas été accordé effectivement. Il demande plutôt que le CNTS qui a fermé la BRB soit rouvert afin que les fonds promis au budget de l'Etat soient versés sur ce compte. Il demande au ministre des finances de ne pas leur accorder des fonds sur papier alors qu'ils ont besoin des fonds en liquidité. [rtr/rpa/isanganiro/bonesha]